

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1966 Nr. 189

---

---

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg enerzijds en de Republiek Niger anderzijds inzake de afschaffing van de visumplicht;  
Niamey, 12 juli 1966*

B. TEKST

**Accord entre les Pays du Benelux et le Niger relatif à la  
suppression du visa**

Les Gouvernements des Etats du Benelux, agissant en commun en vertu de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles, le 11 avril 1960,

et

Le Gouvernement de la République du Niger,

Désireux de simplifier les formalités relatives à la circulation de leurs ressortissants et de les mettre en concordance avec la réglementation résultant du transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Aux termes du présent accord, il faut entendre:  
par „les pays du Benelux”, le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas;

par „le territoire du Benelux”, l'ensemble des territoires en Europe du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas.

#### Article 2

Les ressortissants des pays du Benelux titulaires d'un passeport en cours de validité pourront se rendre au Niger pour une durée maximum de 90 jours par toutes voies et quel que soit le pays de départ, sans être astreints à l'obtention d'un visa d'entrée et sans qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé.

Il est entendu que l'abolition du visa dispense les ressortissants des pays du Benelux de l'obligation éventuelle d'obtenir un laissez-passer ou de se soumettre à une formalité quelconque pour sortir du Niger.

#### Article 3

Les ressortissants nigériens titulaires d'un passeport en cours de validité pourront se rendre dans le territoire du Benelux pour une durée maximum de 90 jours, par toutes voies et quel que soit le pays de départ, sans être astreints à l'obtention d'un visa d'entrée, et sans qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé.

Il est entendu que l'abolition du visa dispense les ressortissants nigériens de l'obligation de se soumettre à une formalité quelconque pour sortir du territoire du Benelux.

#### Article 4

Les ressortissants des pays du Benelux désirant séjourner au Niger pendant une période supérieure à 90 jours ou pour y exercer une activité rémunérée, devront obtenir au préalable un visa qui sera délivré gratuitement et conformément aux règlements en vigueur par les autorités diplomatiques ou consulaires nigériennes compétentes, sans toutefois qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé.

#### Article 5

Les ressortissants nigériens désirant séjourner dans un des pays du Benelux pendant une période supérieure à 90 jours ou pour y exercer une activité rémunérée devront obtenir, au préalable, un visa qui sera délivré gratuitement et conformément aux règlements en vigueur par les autorités diplomatiques ou consulaires compétentes du pays où ils se rendent, sans toutefois qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé.

#### Article 6

Sauf en ce qui concerne les dispositions qui précèdent, il est entendu que la dispense de l'obtention de visa n'exempte pas les ressortissants des pays du Benelux et les ressortissants nigériens de l'obligation de se conformer aux lois et règlements nationaux sur les étran-

gers en ce qui concerne l'entrée et le séjour, l'établissement ainsi que l'autorisation d'exercer une activité lucrative, indépendante ou rémunérée.

#### Article 7

Chaque Gouvernement se réserve le droit de refuser l'accès de son pays aux personnes qui ne possèdent pas les documents d'entrée requis ou qui ne disposent pas de moyens de subsistance suffisants ou de la possibilité de les acquérir par un travail légalement autorisé ou qui sont signalées comme indésirables ou considérées comme pouvant compromettre la tranquillité publique, l'ordre public ou la sécurité nationale.

#### Article 8

Les ressortissants des pays du Benelux résidant au Niger pourront quitter le pays pour une période maximum de 90 jours, sans autre formalité que la présentation de leur passeport national valable, et y revenir sans avoir à obtenir au préalable un visa de retour, sans qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé.

Ils doivent, au préalable, obtenir un visa de retour s'ils ont l'intention de s'absenter du Niger pendant plus de 90 jours.

#### Article 9

Les ressortissants nigériens résidant dans un des pays du Benelux pourront quitter ce pays et y revenir sans avoir à obtenir au préalable un visa de retour, sans qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé, sous réserve d'être en possession d'un passeport national valable et à la condition que leur titre de séjour dans un des pays du Benelux soit toujours valable.

#### Article 10

Chaque Gouvernement s'engage à réadmettre sur son territoire, à tout moment et sans formalités:

- a. ses ressortissants qui sont entrés sur le territoire de l'autre partie contractante;
- b. les personnes qui sont entrées sur ce territoire sous le couvert d'un passeport national valable, délivré par les autorités belges, luxembourgeoises, néerlandaises, ou nigériennes, même si la nationalité est contestée.

#### Article 11

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, l'application du présent accord peut être étendue au Surinam et aux Antilles néerlandaises par une notification du Gouvernement des Pays-Bas au Gouvernement de la République du Niger.

## Article 12

Le présent accord entrera en vigueur le 1er août 1966 pour une durée d'une année. S'il n'a pas été dénoncé 30 jours avant la fin de cette période, l'accord sera considéré comme prolongé pour une durée indéterminée. Après la première période d'une année, chacun des Gouvernements signataires pourra le dénoncer moyennant un préavis de 30 jours adressé au Gouvernement belge.

La dénonciation par un seul des Gouvernements signataires entraînera l'abrogation de l'accord.

Le Gouvernement belge avisera les autres Gouvernements signataires de la réception de la notification mentionnée au présent article.

## Article 13

Sauf en ce qui concerne l'article 10, l'application du présent accord peut être suspendu par l'une ou l'autre des parties contractantes.

La suspension devra être notifiée immédiatement par la voie diplomatique au Gouvernement belge. Ce Gouvernement avisera les autres Gouvernements signataires de la réception de cette notification. Il en sera de même dès que la mesure en question sera levée.

EN FOI DE QUOI les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

FAIT à Niamey le 12 juillet 1966, en quatre exemplaires, en langue française, les quatre textes faisant également foi.

Pour le Benelux:

Pour le Gouvernement belge,  
(s.) WALRAVEN

Pour le Gouvernement luxembourgeois,  
(s.) WALRAVEN

Pour le Gouvernement néerlandais,  
(s.) F. VON OVEN

Pour le Gouvernement de la République du Niger,  
(s.) DIAMBALLA

---

C. VERTALING**Overeenkomst tussen de Beneluxlanden en Niger inzake de  
afschaffing van de visumplicht**

De Regeringen van de Beneluxlanden, gezamenlijk optredend op grond van de op 11 april 1960 te Brussel ondertekende Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied,

en

de Regering van de Republiek Niger,

Verlangende, de formaliteiten met betrekking tot het reisverkeer van hun onderdanen te vereenvoudigen en in overeenstemming te brengen met de regelingen voortvloeiende uit de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied,

Zijn het volgende overeengekomen:

**Artikel 1**

In deze Overeenkomst wordt verstaan:

onder „de Beneluxlanden”: het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden;

onder „het Beneluxgebied”: de gezamenlijke grondgebieden in Europa van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden.

**Artikel 2**

Onderdanen van de Beneluxlanden die houder zijn van een geldig paspoort mogen, onverschillig langs welke weg en ongeacht het land van vertrek, voor een verblijf van ten hoogste 90 dagen Niger binnenkomen zonder dat zij verplicht zijn zich van een inreisvisum te voorzien en zonder dat het storten van een waarborgsom kan worden verlangd.

Het is wel te verstaan dat de afschaffing van de visumplicht de onderdanen van de Beneluxlanden ontheft van de eventuele verplichting zich een vrijgeleide te verschaffen of zich om Niger te kunnen verlaten aan enige formaliteit te onderwerpen.

**Artikel 3**

Onderdanen van Niger die houder zijn van een geldig paspoort, mogen, onverschillig langs welke weg en ongeacht het land van vertrek, voor een verblijf van ten hoogste 90 dagen het Beneluxgebied binnenkomen zonder dat zij verplicht zijn zich van een inreisvisum

te voorzien en zonder dat het storten van een waarborgsom kan worden verlangd.

Het is wel te verstaan dat de afschaffing van de visumplicht de onderdanen van Niger ontheft van de verplichting zich aan enige formaliteit te onderwerpen om het Beneluxgebied te kunnen verlaten.

#### Artikel 4

Onderdanen der Beneluxlanden die langer dan 90 dagen in Niger wensen te verblijven, of daar een bezoldigde betrekking wensen te vervullen, dienen zich vooraf van een visum te voorzien, dat kosteloos en overeenkomstig de daarvoor geldende voorschriften door de bevoegde diplomatieke of consulaire autoriteiten van Niger wordt afgegeven, nochtans zonder dat het storten van een waarborgsom kan worden verlangd.

#### Artikel 5

Onderdanen van Niger die langer dan 90 dagen in een der Beneluxlanden wensen te verblijven, of daar een bezoldigde betrekking wensen te vervullen, dienen zich vooraf van een visum te voorzien, dat kosteloos en overeenkomstig de daarvoor geldende voorschriften door de bevoegde diplomatieke of consulaire autoriteiten van het land waarheen zij zich begeven wordt afgegeven, nochtans zonder dat het storten van een waarborgsom kan worden verlangd.

#### Artikel 6

Het is wel te verstaan dat behoudens de voorgaande bepalingen, vrijstelling van het zich verschaffen van een visum onderdanen der Beneluxlanden en onderdanen van Niger niet ontheft van de verplichting zich ten aanzien van binnenkomst, verblijf, vestiging, alsook het recht van uitoefening van een winstgevende, zelfstandige of bezoldigde bezigheid te houden aan de nationale wetten en voorschriften voor buitenlanders.

#### Artikel 7

Elke Regering behoudt zich het recht voor de toegang tot haar land te weigeren aan personen die niet in het bezit zijn van de voor binnenkomst vereiste documenten, niet beschikken over voldoende middelen van bestaan of over de mogelijkheid deze door wettelijk geoorloofde arbeid te verwerven, als ongewenst zijn gesignaleerd, of beschouwd worden als personen die de openbare rust, de openbare orde of de nationale veiligheid kunnen verstoren.

#### Artikel 8

Onderdanen van de Beneluxlanden die gevestigd zijn in Niger kunnen het land gedurende ten hoogste 90 dagen verlaten zonder andere formaliteit dan het tonen van hun geldig nationaal paspoort,

en daarheen terugkeren zonder verplicht te zijn zich vooraf van een visum te voorzien voor de terugreis, zonder dat het storten van een waarborgsom kan worden verlangd.

Zij dienen zich echter vooraf van een visum voor de terugreis te voorzien, indien zij voornemens zijn zich gedurende meer dan 90 dagen buiten Niger te begeven.

#### Artikel 9

Onderdanen van Niger die gevestigd zijn in een der Beneluxlanden kunnen dit land verlaten en daarheen terugkeren zonder verplicht te zijn zich vooraf van een visum voor de terugreis te voorzien, zonder dat het storten van een waarborgsom kan worden verlangd, mits zij in het bezit zijn van een geldig nationaal paspoort, en op voorwaarde dat hun verblijfsvergunning voor dat Beneluxland nog geldig is.

#### Artikel 10

Elke Regering verplicht zich te allen tijde en zonder formaliteiten weder op haar grondgebied toe te laten:

- a. haar onderdanen die het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij zijn binnengekomen;
- b. personen die dat grondgebied zijn binnengekomen met een geldig nationaal paspoort, afgegeven door autoriteiten van België, Luxemburg, Nederland of Niger, zelfs indien de nationaliteit wordt betwist.

#### Artikel 11

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, kan de toepassing van deze Overeenkomst worden uitgebreid tot Suriname en de Nederlandse Antillen door middel van een kennisgeving van de Nederlandse Regering aan de Regering van de Republiek Niger.

#### Artikel 12

Deze Overeenkomst treedt in werking op 1 augustus 1966 voor de duur van één jaar. Indien zij niet 30 dagen voor het verstrijken van dit tijdvak is opgezegd, wordt zij geacht voor onbepaalde tijd te zijn verlengd. Na het eerste tijdvak van een jaar kan elk der ondertekenende Regeringen haar met inachtneming van een termijn van 30 dagen opzeggen door middel van een tot de Belgische Regering gericht mededeling.

De opzegging door een van de ondertekenende Regeringen heeft de beëindiging van de Overeenkomst tot gevolg.

De Belgische Regering stelt de andere ondertekenende Regeringen in kennis van de ontvangst van de in dit artikel bedoelde mededeling.

## Artikel 13

Behoudens artikel 10, kan de toepassing van deze Overeenkomst door een der Overeenkomstsluitende Partijen worden geschorst.

De schorsing dient onverwijld langs diplomatieke weg ter kennis van de Belgische Regering te worden gebracht. Deze Regering stelt de andere ondertekenende Regeringen op de hoogte van de ontvangst van deze kennisgeving. Hetzelfde geldt voor de intrekking van beoelde maatregel.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Niamey, de 12e juli 1966, in vier exemplaren, in de Franse taal, zijnde vier teksten gelijkelijk authentiek.

Voor de Benelux:

Voor de Belgische Regering,  
(w.g.) WALRAVEN

Voor de Luxemburgse Regering,  
(w.g.) WALRAVEN

Voor de Nederlandse Regering,  
(w.g.) F. VON OVEN

Voor de Regering van de Republiek Niger,  
(w.g.) DIAMBALLA

---



#### D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft de goedkeuring der Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet, alvorens op 1 augustus 1967 voor onbepaalde tijd te kunnen worden verlengd.

#### G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zijn ingevolge artikel 12, eerste lid, op 1 augustus 1966 in werking getreden voor de duur van één jaar.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt de Overeenkomst ingevolge artikel 11 voorshands alleen voor Nederland.

#### J. GEGEVENS

Van de op 11 april 1960 te Brussel gesloten Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België en het Groot-hertogdom Luxemburg inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied, naar welke Overeenkomst wordt verwezen in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1960, 40. Zie ook *Trb.* 1960, 102.

Uitgegeven de *zesentwintigste* augustus 1966.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*

J. LUNS.